

SIX TERRAINS DE SPORT ET PLUSIEURS PARCS D'ATTRACTIONS
SONT PRÉVUS

Des projets sur les deux rives d'oued El Harrach

Selon le ministre des Ressources en eau, Abdelmalek Sellal, le projet de partenariat public-privé algéro-coréen pour la dépollution et le traitement de l'oued El Harrach, sera accompagné par la réalisation de six terrains de sport dotés de gazon naturel ainsi que plusieurs parcs d'attractions.

Mehdi Mehenni – Alger (Le Soir) - S'exprimant hier, en marge du 8^e Salon international des équipements, des technologies et des services de l'eau, organisé à l'esplanade de l'hôtel Hilton, à Alger, Abdelmalek Sellal a fait savoir que plusieurs structures seront érigées sur les deux rives des 19 km que constitue Oued El Harrach après sa dépollution. Selon le ministre, une enveloppe de 38 milliards de dinars a été réservée à la réalisation de ce

projet qui «donnera une nouvelle image de la capitale algérienne», dans un délai de 42 mois. Abdelmalek Sellal a également fait savoir que les études techniques du projet en question ont été finalisées et leur réalisation a été attribuée à l'entreprise coréenne Daewoo en partenariat avec le groupe public algérien Cosider. Ainsi, en plus des six terrains de sport dotés de gazon naturel et les parcs d'attractions qui seront réceptionnés au niveau des

deux rives de Oued El Harrach, le ministre a annoncé la réalisation d'un jardin public de type asiatique composé de plantes capables d'absorber les eaux usées et de les épurer.

Les barrages d'eau font le plein

Par ailleurs, Abdelmalek Sellal a fait savoir que les 65 barrages d'eau fonctionnels à travers le pays ont atteint le plus grand taux de plénitude depuis l'histoire de l'Algérie, à savoir 80%, grâce aux fortes chutes de pluie qu'a enregistrées le pays ces derniers jours. Ce qui, permettra, assure le ministre, à l'Algérie de rester à l'abri de pénuries d'eau durant plusieurs années. Une chose

est sûre, ajoute-t-il, cet été l'eau coulera à flots des robinets des ménages algériens. Enfin, et sur un autre chapitre, Abdelmalek Sellal a déclaré que le contrat établi en 2007 entre son département et l'entreprise allemande Galston Fazer pour la gestion des eaux dans les wilayas d'Annaba et d'El Tarf a été résilié après trois mises en demeure pour incapacité d'épuration et d'alimentation des deux villes en eau potable.

La gestion des eaux à Annaba et El Tarf sera assurée à la faveur de la création d'une société nationale d'eau et d'épuration dans les deux villes ; en partenariat avec l'Algérienne des eaux et l'Office national d'épuration.

M. M.

«KIDNAPPING» DE L'ENFANT RAYANE

Le ministère des Affaires étrangères accusé de «complicité»

Rebondissement dans l'affaire Rayane, l'enfant kidnappé, selon son père, par l'ex-ambassadeur du Danemark à Alger. Selon un jugement rendu par un tribunal danois et dont le père a obtenu une copie : l'enfant et sa mère ont quitté l'Algérie avec l'aide du ministère des Affaires étrangères et les services du renseignement du Danemark.

Salima Akkouche – Alger (Le Soir) – «Où est la souveraineté de l'Algérie ?» s'interrogent le père Ahmed Hammadi et son avocate Maître Benbrahim. La mère, raconte maître Benbrahim, qui n'avait pourtant pas le droit de garde de l'enfant a réussi à faire sortir Rayane de l'Algérie vers le Danemark sous un faux nom, Yacob Phil Nelson, et une fausse identité. Pour l'avocate, il n'y a aucun doute, le kidnapping «orchestré» par la mère et l'ambassadeur du Danemark à Alger n'a pu aboutir sans la complicité

du ministère des Affaires étrangères. «L'enfant Rayane a été kidnappé sous la haute surveillance du ministère des Affaires étrangères algérien», accusent l'avocate et son client. Affirmant détenir des noms, l'avocate accuse trois personnalités du ministère des AE dont l'un, dit-elle, a été promu ambassadeur «pour service rendu». «C'est un enjeu politique et diplomatique», soutient l'avocate qui qualifie cette situation de dramatique. Le père dont le fils Rayane, raconte-t-il, a été enlevé à la sortie de son école en 2008 à l'âge de 8 ans a été «séquestré» pendant 13 mois à Alger avant d'être «transféré» vers le Danemark. Ahmed Hammadi qui dit avoir frappé à toutes les portes pour pouvoir récupérer son enfant en vain, reçoit en 2009 un courrier signé par l'ambassadeur du Danemark, l'informant que l'enfant et sa maman, hébergés à l'ambassade, «ont quitté les lieux il y a quelques jours, sans donner la nouvelle adresse».

M. Hammadi poursuit actuellement son combat au Danemark, où se trouve son fils, pour avoir le droit de visite. Selon son avocat, ces chances sont très minces. «Mon avocat danois m'a affirmé que je peux bénéficier de dix minutes de visite avec une surveillance policière avec l'intervention diplomatique algérienne, sans quoi le père qui est condamné à verser une pension alimentaire ne pourra jamais revoir son fils». Deux autres pères, dans la même situation, venus témoigner s'interrogent sur «le rôle que joue la justice algérienne pour protéger les Algériens et leurs enfants ?». En dépit des décisions de justice en leur faveur, ils se retrouvent interdits de voir leurs enfants. Maître Benbrahim qui interpelle le président de la République demande la mise en place d'une convention bilatérale, pour la protection des droits des enfants nés d'un mariage mixte.

S. A.

PROCÈS DE L'AFFAIRE OPPOSANT ACHOUR ABDERRAHMANE À LA BNA

Magistrales plaidoiries de Mokrane Aït Larbi et Miloud Brahimi

Magistrale était la plaidoirie de M^e Mokrane Aït Larbi, hier au dixième jour du procès de l'affaire opposant l'ex-homme d'affaires de la ville de Koléa, Achour Abderrahmane à la Banque nationale d'Algérie (BNA). Avocat de Ainouche, un des mis en cause dans cette affaire, Aït Larbi a eu les égard du président du tribunal criminel, qui a tenu à le féliciter pour «ta formidable intervention qui honore le corps de la justice».

Abder Bettache (Alger Le Soir) - Ambiance particulière hier au tribunal de Sidi M'hamed. L'entrée en scène des avocats de la défense, dans le procès de l'affaire opposant Achour Abderrahmane à la Banque nationale d'Algérie a redonné à l'audience une autre dimension. Ce lundi, l'assistance a eu à suivre avec une attention particulière, les plaidoiries assurées par deux avocats de renom du barreau d'Alger. Il s'agit des avocats Miloud Brahimi et Mokrane Aït Larbi. Des plaidoiries qui ont tenu en haleine l'assistance, mais aussi et surtout attiré l'attention des membres du jury, en charge

de statuer sur cette affaire. Ayant assuré également la défense de Ainouche contre lequel l'accusation a requis vingt ans de prison ferme, Miloud Brahimi s'est longuement interrogé sur les dessous de cette affaire, tout en portant à la connaissance des membres du jury que «l'expertise assurée est loin d'être conforme à la loi régissant ce genre de métier». Miloud Brahimi a mis, par ailleurs, le doigt sur «les conditions d'extradition de Achour Abderrahmane du Maroc vers l'Algérie».

L'autre plaidoirie qui a marqué l'entrée en force de la défense dans

ce procès est celle développée par Mokrane Aït Larbi. Succédant à son «aîné», Miloud Brahimi, le second avocat de Ainouche a vu sa plaidoirie plonger l'assistance dans un silence religieux. Durant plus d'une heure, Aït Larbi a fait descendre en flammes les deux rapports d'expertise sur lesquels s'est appuyée l'accusation pour soutenir ses demandes à l'encontre des mis en cause dans cette affaire. «Il est vraiment dommage qu'aujourd'hui on poursuit des personnes dont la majorité d'entre eux sont à un âge avancé sur la base d'une expertise qui n'a rien apporté de concret pour aider la justice et faire toute la lumière sur cette affaire.» «Le travail assuré par les deux experts s'est limité seulement à dire que nous sommes face à une affaire où des sociétés fictives ou écrans ont détourné des milliards de dinars d'une banque publique. Il s'agit-là

d'arguments qui relèvent purement du domaine de la littérature avec tout le respect que je dois à cet important pan du savoir. Il fallait plutôt développer des arguments et avancer des chiffres à même de soutenir l'accusation. Mais en vain. Aucun argumentaire n'a été avancé ou soutenu par l'expertise sur lequel l'accusation s'est appuyée pour requérir des peines très lourdes à l'encontre des mis en cause dans cette affaire.»

L'autre fait marquant de la plaidoirie d'Aït Larbi, c'est lorsqu'il s'adressa aux membres du jury, en les interpellant sur l'importance de la tâche qui les attend lors des délibérations. Chemin faisant, l'avocat de Ainouche, en parfait orateur, a conclu en plaçant «pour une véritable justice, qui doit se conférer à la loi et à l'ultime conviction des membres de son jury».

A. B.

IL ÉVOQUE DES VELLEITÉS DE MAINTIEN DU STATU QUO

Quand Mohamed Saïd accuse certains cercles du pouvoir

Le président du Parti de la liberté et de la justice (PLJ) a, au deuxième jour de la campagne électorale pour les législatives du 10 mai prochain, tenu à faire part d'une kyrielle d'insuffisances qui sont, selon lui, aux antipodes de ce qu'exige la conjoncture aussi bien interne qu'externe particulière, montrant du doigt certains cercles du pouvoir qu'il accuse d'entraver le processus des réformes, dont cette élection constitue une étape importante.

Et à Mohamed Saïd, qui animait, ce lundi, une conférence de presse, d'inviter ses pairs de la classe politique à plus d'esprit de responsabilité et de tenir compte de ces données internes et régionales qui exigent le changement pacifique et inéluctable avant, dira-t-il, que l'initiative n'échappe à la fois aux partis et au pouvoir. Ceci, selon lui, «à travers une compétition sur la base de programmes avec comme objectif la réalisation des aspirations de notre peuple au renouvellement du paysage politique dans un climat de sécurité, de paix et de stabilité».

Mohamed Saïd mettra en avant, notamment, les disparités effarantes entre les partis en lice, ce qui place, selon lui, les nouveaux, dont le sien, en position de faiblesse au moment où les anciennes formations ont profité, à des degrés divers, d'une grande générosité en matière de moyens et d'aide directe ou indirecte de l'Etat. Ceci avant que l'orateur ne s'interroge sur l'impossibilité d'une «compétition saine en l'absence, dira-t-il, de justice dans la répartition des moyens entre les compétiteurs». Surtout que, dénonce-t-il, la corruption qui gangrène la vie publique s'est invitée à l'occasion, clouant au pilori certaines formations politiques qu'il ne nommera pas, pour usage, au vu et au su de tout le monde, de l'argent dans l'établissement des listes électorales. Il fustigera, au passage, les autorités pour leur «silence et leur négligence contre ce grave fléau préjudiciable à l'action politique et qui réduit la confiance des citoyens dans les partis politiques». Tout comme il s'indignera face à cette course effrénée pour le poste de parlementaire à l'origine, selon lui, «des crises qui secouent des formations politiques avec une moyenne de 53 candidats pour un siège de député».

L'ancien diplomate ne manquera pas également de relever le retard dans l'attribution des salles retenues pour les meetings et autres rencontres publiques et celui des créneaux horaires de passage dans les médias lourds. Il regrettera aussi le fait que les partis ignorent encore la forme du bulletin de vote alors que l'attribution d'un numéro pour chaque parti et liste indépendante n'a été effectuée que dans la matinée de ce lundi.

Mohamed Saïd s'appesantira sur la conjoncture de ces élections, empreintes d'une léthargie née, selon lui, de la fermeture de la scène politique pendant longtemps et de la faiblesse, voire l'absence des institutions étatiques en sus de la folie qui s'est emparée de la mercuriale, clouant au pilori les autorités publiques accusées «d'incapacité de réguler le marché et de lutter contre la spéculation».

Autant de réserves qu'il ne manquera pas de mettre sur le compte de la volonté de certains cercles du pouvoir qui, selon lui, «font tout pour saborder les réformes politiques engagées et maintenir le statu quo tant le changement souhaité par le peuple dérange bien de situations acquises».

Mais de là à faire marche arrière à défaut de servir de faire-valoir à ce qui s'apparente à une opération de maintien justement du statu quo, Mohamed Saïd en est vraiment loin. Lui pour qui il n'est pas question de se retirer d'une bataille dans laquelle il s'est engagé et qu'il faudra mener au bout, justement pour empêcher que «l'échec ne se reproduise».

M. Kebci

GLOBAL CHALLENGER 2011

LG offre 1 million de dinars à des étudiants porteurs de projets

La deuxième édition «Global Challenger», organisée par LG, a vu la consécration d'un groupe de quatre brillants étudiants ayant présenté un projet innovant sur le thème de «la valorisation thermique et électrique des déchets urbains». Leur brillante soutenance leur a valu les faveurs du jury et une récompense d'un million de dinars. Une consécration au terme d'un processus de sélection rigoureux. Deux groupes de quatre étudiants chacun ont, en effet, été envoyés à l'étranger par LG dans des universités presti-

gieuses. Le groupe ayant choisi pour thème «applications mobiles pour les sourds-muets» n'a pas été retenu par le jury, tandis qu'un troisième groupe n'a pu prétendre à une bourse, faute de visa pour l'Angleterre. LG avait reçu plus d'une centaine de candidatures pour cette seconde édition qu'organise l'Algérie, seul pays à le faire en dehors de la Corée. LG faisait savoir hier que «désormais, cette opération que nous mettons au service exclusif des étudiants est en train de devenir telle que nous le voulons, une tradition et un

esprit de compétition et un champ libre et ouvert pour la réflexion et l'ambition». Woo Sang AHN, directeur général de LG Algérie qui a assisté aux soutenances avant de remettre le chèque aux heureux étudiants, affirmait : «C'est un honneur pour moi de voir que deux aspirations, l'une de LG et l'autre émanant des étudiants, se rencontrent et nouent une relation basée sur l'acquisition du savoir et la réalisation d'un rêve que tout étudiant formule au moins une fois dans la vie. Et nous serons là et nous sommes là pour ce rêve. La

meilleure preuve, c'est le retour triomphant de ces jeunes qui ont fait un travail formidable et qui honorent LG», donnant rendez-vous pour la troisième édition, car «LG sera encore là débordant son champ naturel de l'innovation et la technologie pour se mettre à la portée des rêves d'études et de recherche». Le numéro un de LG affirme que Goba Challenge n'est que le reflet de l'engagement de la compagnie à accompagner l'innovation et la recherche en Algérie.

N. I.